

**Le Temps : 23/11/2006**

**Par sa posture, Ségolène Royal  
incarne moins la France que les Français  
Zaki laidi**

La candidate socialiste à l'élection présidentielle ne construit pas son autorité sur le mode surplombant, «suivez-moi car je suis la meilleure», mais sur le mode intersubjectif, «suivez-moi car je me reconnais en vous».

La désignation de Ségolène Royal comme candidate du Parti socialiste à l'élection présidentielle constitue un événement majeur dans la vie politique de la Ve République.

Une femme, jeune, modérément impliquée dans la vie partisane et non programmée pour la magistrature suprême, s'est trouvée désignée par son parti alors que personne ne l'attendait.

On pourra expliquer ce premier succès par l'influence des médias et la victoire de la démocratie d'opinion sur la démocratie de parti. Mais les choses ne sont pas si simples. Si la démocratie d'opinion a influencé le choix des militants, elle a pour sa part considérablement renforcé le Parti socialiste grâce à l'apport de militants nouveaux bien décidés à peser sur le choix du candidat. La démocratie d'opinion participe ainsi indirectement au renforcement des partis. Elle exprime une force majeure de la démocratie: l'incertitude de ses résultats et l'importance de ses effets inattendus. De fait, le vote pour Ségolène Royal coagule deux types de soutien: celui des nouveaux militants avides de renouvellement et celui de l'appareil du parti, soucieux de prévenir une nouvelle défaite de la gauche.

Cette ascension tient à trois facteurs essentiels:

Le premier est d'avoir compris que pour représenter les Français, il fallait d'abord s'identifier à eux. Autrement dit, avant de se présenter comme un potentiel chef d'Etat compétent et froidement maître de ses dossiers, il fallait apporter aux Français la preuve qu'elle pouvait les incarner et cela bien au-delà des clivages partisans. Cette capacité à incarner s'exprime toutefois sur un mode nouveau. Ségolène Royal incarne moins la France que les Français. Elle construit subtilement son autorité moins sur le mode surplombant «suivez-moi car je

suis la meilleure» que sur le mode intersubjectif du «suivez-moi car je me reconnais en vous». Ce n'est plus le pouvoir conquis sur un principe d'autorité mais sur celui de l'interactivité. Cette capacité à incarner renvoie plus à une symbolique qu'à une réalité tangible, celle de l'enracinement et de l'autorité. En défendant les terroirs, la ruralité, les régions, Ségolène Royal a fait ce que François Mitterrand a toujours fait: s'identifier à une France rurale dans laquelle il n'était pas nécessaire de s'enfermer mais à laquelle il est indispensable de s'adosser. La défense du Chabichou à la tribune de l'Assemblée avait pu paraître comme incongrue ou inattendue de la part d'une députée de gauche «jeune et moderne». Mais en agissant ainsi, Ségolène Royal a peut-être posé là sans le savoir le premier jalon de sa campagne.

Sur ce terreau symbolique, Ségolène Royal a greffé l'enjeu de l'autorité. Mais au lieu de décliner celle-ci sur un mode abstrait («le respect de la République»), Ségolène Royal l'a fait de manière concrète en partant de l'autorité des parents, celle que les Français ressentent immédiatement. On pourra certes trouver dans cet appel aux valeurs «de la terre et de l'autorité» un relent conservateur très éloigné des idéaux de la gauche. Peut-être mais cela semble mieux parler aux Français.

Depuis 2002, le Parti socialiste hésitait entre trois cheminements: le flou et l'ambiguïté magistralement représentés par François Hollande; la modernisation sociale-démocrate défendue avec retard par Dominique Strauss-Kahn; le retour tout aussi tardif au programme commun de 1972 préconisé par Laurent Fabius. L'originalité de Ségolène Royal est d'avoir évité ces récifs en esquissant une synthèse nouvelle qui déplace les enjeux. Il ne s'agit plus de choisir entre deux ou trois doctrines mais de construire un nouveau rapport au politique qui renvoie davantage au vécu des individus qu'à des conceptions classiquement idéologiques. En fait, et ce sera là notre second point, si Ségolène Royal a bien un côté blairiste, c'est dans sa capacité à saisir que la politique ne peut désormais plus se penser que par référence aux vécus multiples des individus, par référence à ce que les Anglais appellent la «life politics». Mais la «life politics» n'est pas ce que l'on croit. Elle ne se limite pas à parler platement des problèmes de la vie quotidienne, ce que bien des politiques ont fait avant Mme Royal. Elle intègre la chaîne continue des problèmes de la vie pris dans leur dimension concrète, mais aussi éthique, identitaire et symbolique. Le rapport à l'autorité est de ce point de vue un parfait exemple de life politics: il renvoie aussi bien à des questions très concrètes («tenir» les enfants) qu'à des interrogations éthiques: quelle responsabilité pour les parents dans une société plus tolérante mais aussi moins soudée et plus violente? Ce qui nous amène à une troisième caractéristique de Ségolène Royal: sa capacité à trianguler les problèmes, c'est-à-dire à se saisir des problèmes classiquement posés par la

droite sur un mode quasi exclusif («la sécurité, c'est nous») pour se les réapproprier dans une perspective qui «se veut de gauche».

Dans la période qui s'ouvre, Ségolène Royal aura à concilier deux objectifs: rassembler la gauche tout en continuant à parler à l'ensemble des Français. Sur le premier point, la tâche ne paraît pas insurmontable. Le traumatisme du 21 avril 2002 milite en faveur d'un tel rassemblement de même que l'ampleur de son succès auprès des militants du PS. Par ailleurs, l'échec d'une mobilisation de la gauche sur un mode idéologique anti-libéral a non seulement été désamorcé par les militants socialistes mais paraît obéré par la capacité remarquable de la gauche radicale à se diviser sans fin. Enfin il faut bien voir que le discours de Ségolène Royal développe des registres sur la mobilisation citoyenne ou le contrôle participatif des élus qui peuvent rallier les libertaires, les écologistes et une bonne partie des électeurs de l'extrême gauche. En menant une politique de proximité thématique, Ségolène Royal peut donc continuer à jouer sur ces deux registres. Le seul domaine où il faudra se dévoiler plus clairement et plus concrètement est le champ du social et de l'emploi. Sur ce plan, la référence au seul programme socialiste sera au mieux insuffisante, au pire contre-productive. Mais si, en la matière, sa marge est étroite, elle n'est pas pour autant insignifiante. On peut très bien imaginer qu'en jouant sur les registres de l'autonomie, de la décentralisation et de la participation, Ségolène Royale place les partenaires sociaux devant leurs responsabilités en matière de chômage et d'emploi, quitte, en cas de non-accord, à avancer des propositions gouvernementales qui pourraient alors être ratifiées par référendum national. Elle peut également, en poussant plus à fond le discours sur l'autonomie des acteurs sociaux, sortir des contradictions stériles entre le plus d'Etat et le moins d'Etat. Car comment parler de l'autonomie des régions sans parler de l'autonomie des partenaires sociaux, de l'autonomie des universités. Un discours construit sur l'autonomie et la responsabilité peut fédérer tout en innovant.

Tout est ouvert, dans un sens comme dans un autre. En créant une dynamique politique autour d'elle, Ségolène Royal a désormais des chances raisonnables de battre Nicolas Sarkozy. Reste encore à gravir la montagne....